

décembre 2020

# HARZ-LABOUR

miz kerzu 2020

niverenn 31 — numéro 31





Si autant de surprise, de sidération, d'inquiétude et d'espoir ressortaient du premier confinement, aujourd'hui, à l'heure du second, c'est bel et bien l'ennui, et lui seul, qui prédomine. À l'inverse de ce que nous avons vécu au printemps dernier, nous n'expérimentons ni l'arrêt du travail, ni la réinvention de la communication et des solidarités dans les quartiers, mais simplement la diminution de l'existence et le repli de chacun sur ses activités professionnelles et familiales.

En dehors des manifestations contre les violences de la police et les mesures liberticides, et notamment contre la loi sécurité globale, il devient de plus en plus difficile de faire l'expérience d'un temps commun, chacun étant renvoyé à une situation de travailleur et de consommateur atomisé. Nous n'en sommes plus à la promesse des jours heureux, mais à la peur du lendemain, au chantage à l'emploi et au recul toujours plus important des libertés.

Les fonctions régaliennes de l'État se voient renforcées, de nouvelles lois sécuritaires sont votées alors même que l'arbitraire croît. Au nom de la liberté d'expression, le gouvernement dissout ou fait taire une association humanitaire musulmane et une association de soutien juridique aux musulmans discriminés. L'État offre des milliards à des entreprises qui annoncent des plans de licenciement tout en versant des dividendes à leurs actionnaires. Ceux qui opposent encore intervention de l'État et libéralisme, état de droit et état d'exception, en sont pour leurs frais.

Alors que la crise est une aubaine pour certaines multinationales, et que les effets d'annonce de Macron sont fréquemment contredits par les faits, croire au complot s'avère parfois confortable. Il n'y a pourtant rien de caché, et c'est en toute lumière que les événements se déroulent. C'est sous nos yeux que les habitats naturels des espèces sont détruits, favorisant l'émergence des zoonoses, ces maladies transmissibles entre les animaux et les êtres humains. Au sein des hôpitaux, le manque de moyens, la réduction des effectifs et du nombre de lits sont dénoncés depuis des décennies par les soignants.

Il n'y a pas de complot, mais seulement des effets de système, et des rapports de pouvoir, tous absolument visibles. En ce qui concerne le mode de gestion des vieux et des improductifs, le contrôle de la population par la stigmatisation des malades et

Les discours hygiénistes, ils sont eux aussi analysés depuis des décennies, que ce soit dans les écrits de Michel Foucault ou au sein des réflexions menées par ceux qui ont lutté contre le VIH/SIDA. En 1985, Guy Hocquenghem, co-fondateur du Front Homosexuel d'Action Révolutionnaire, dénonçait déjà « la contagion de la panique, la panique de la contagion, la littérature journalistique qui flatte dans le sens du poil et pousse à l'éclosion d'une idéologie Sam'suffit sécuritaire et hygiénique ignoble ».

C'est aujourd'hui le pouvoir sur la vie qui s'étend. Comme l'expliquait Foucault dans *La volonté de savoir*, le pouvoir sur la vie et la gestion de la population sont doubles. Il y a, d'une part, tant par la contrainte au travail que par l'action de la police, le « dressage [de la population], la majoration de ses aptitudes, l'extorsion de ses forces, la croissance parallèle de son utilité et de sa docilité, son intégration à des systèmes de contrôles efficaces et économiques. » ; et d'autre part, le contrôle biologique, c'est-à-dire une gestion gouvernementale de la population visant à établir les manières de la maintenir en vie, et ainsi justifier son contrôle toujours croissant, « un pouvoir dont la plus haute fonction désormais n'est peut-être plus de tuer mais d'investir la vie de part en part ».

Aujourd'hui, alors que les places dans les hôpitaux manquent, il est possible de dire que les logiques gouvernementales de maintien en vie des citoyens se heurtent à la casse du service public commandée par les logiques néo-libérales. Mais nous constatons aussi qu'il rentre dans les fonctions du gouvernement de maintenir en vie une population angoissée, voilà qui paraît bien nouveau. Dans ce contexte, l'affaiblissement des institutions et des lieux de soin renforce la gestion autoritaire de la crise sanitaire. Il n'est donc pas question de minimiser l'ampleur de l'épidémie sous couvert de défense des libertés. Nous sommes confrontés à la fois aux répercussions des réformes néo-libérales dans les hôpitaux et à la gestion autoritaire de la crise sanitaire, aussi devons-nous continuer à défendre une vision collective de la prévention et du soin, prenant appui sur les liens et les solidarités, plutôt que sur la distanciation sociale et la défense de l'économie. Nous n'avons pas besoin de plus de contrôle ou de « transparence », ni de fantasmer sur ce qui serait caché, mais plutôt d'une révolte de masse, d'une insoumission résolue et fertile.



# CHRONIQUE D'UN SOMBRE MOIS DE NOVEMBRE DANS UN LYCÉE FRANÇAIS

*Il pleut sans cesse sur Brest  
Comme il pleuvait avant  
Mais ce n'est plus pareil et tout est abîmé  
C'est une pluie de deuil terrible et désolée  
Ce n'est même plus l'orage  
De fer d'acier de sang  
Tout simplement des nuages  
Qui crèvent comme des chiens  
Des chiens qui disparaissent  
Au fil de l'eau sur Brest  
Et vont pourrir au loin  
Au loin très loin de Brest  
Dont il ne reste rien.  
Barbara, Jacques Prévert.*

*Quand est ce que j'avais perdu la rage ?  
Pourtant elle m'avait tenu le ventre  
longtemps après ma libération. Je l'avais  
entretenu soigneusement, comme une  
relique, comme une revanche. En tout cas,  
elle m'avait abandonné ! Enfin... Pas tout à  
fait. Je me suis rendu compte que si je n'avais  
effectivement rien oublié, j'avais pardonné.  
C'était aussi con que ça. Je n'en voulais plus  
à personne. Ca ne veut pas dire que j'étais  
vide de haine, loin de là, mais elle n'allait plus  
à un sergent vicieux ou à un caporal sadique...  
Non ; ma haine était tout entière dirigée vers  
l'inertie collective et ma propre résignation  
face au système. J'avais fait la paix avec  
presque tout le reste...  
Dallas Cowboy, Manu Larcenet.*

J'ai ouvert les volets ce matin, le ciel était gris et j'entendais au loin les camions sur la voie rapide. Ce matin de grève, je ne me presse pas. Je n'ai légitimement aucune raison de me presser. Des collègues ont prévu d'aller à Nantes manifester, je leur ai demandé de me raconter, jeudi, quand je les reverrai. Ce matin est un jour de grève, et ce matin je n'irai pas manifester. La manifestation sera probablement

calme, avec peu de monde. Il y aura les syndicats, il y aura des collègues en vêtements de pluie, peut être quelques élèves, des policiers et des journalistes. Il y aura un petit tour du centre-ville, encadré par la police. Chacun, avant de venir, aura bien pris soin d'aller sur les sites des syndicats, pour télécharger une attestation disant qu'il va bien à une manifestation déclarée à la préfecture, car personne n'a vraiment envie de se faire poutrer comme se sont faits poutrer les lycéens la semaine dernière. Et puis chacun rentrera. Il faut donc désormais demander une autorisation pour participer à une manifestation déclarée. Hier soir, quand j'ai allumé ma voiture pour rentrer du travail, j'ai constaté en regardant l'horloge numérique que je venais de passer 11 heures et 50 minutes sur mon lieu de travail. Il faisait nuit et j'avais faim. Nous venions de remporter une petite bataille, une petite bataille qui n'en était pas une. Nous passons beaucoup de temps en réunion ces derniers temps. Personne n'aime ça, les réunions, pourtant c'est important et nous en faisons plein. En ce moment elles s'organisent dans tous les lycées de la même façon. D'abord on discute entre nous des formes de mesures sanitaires que nous voudrions voir mises en place dans l'établissement, puis les syndicats demandent à ce qu'une réunion soit organisée avec la direction. Le chef commence par refuser, parce qu'en ce moment il y a déjà beaucoup de travail, et puis ce qui a été annoncé par le ministère n'est qu'un ensemble de

propositions pas des obligations faites aux établissements scolaires. Après mûres réflexions et sans doute parce qu'ils doivent recevoir des pressions du recteur ou de je ne sais pas qui, les chefs d'établissement finissent par organiser une réunion. Alors nous, on est contents, mais pas tous. Souvent les vieux et les syndicalistes disent que rien ne va aboutir. Les autres se disent que peut-être que si, et de toute façon il reste toujours la possibilité de faire grève mardi. Hier soir, le proviseur nous a laissé discuter pendant 2 heures et 30 minutes pour que nous élaborions le protocole sanitaire que le ministre aurait dû rédiger après le premier confinement. Lundi, avec trois semaines de retard, et sans vraiment être tout à fait bien organisés, nous aurons enfin des demi-groupes. Les familles seront averties jeudi. Nous avons eu ce que nous voulions, et pourtant en sortant de la réunion personne n'était heureux.

D'habitude après les réunions, on mange ensemble, on va boire un verre, pour apaiser les tensions entre collègues, mais pas là. Alors hier, bizarrement tout le monde est devenu fumeur. Parce que fumer, c'est la seule chose qu'il nous reste pour nous voir et nous parler. Parce que c'est le seul moment où nous pouvons être dans un entre-deux. Pas à l'extérieur du lycée, pas non plus à l'intérieur, quelque part sur la ligne de démarcation entre le monde des autorisations de déplacement à motif légitime et les discussions chiantes de la salle des profs. Lucie me regarde, elle aussi en a marre des réunions, elle aussi a envie d'autre chose que de ce que nous vivons là, on a acheté un paquet de cigarettes à deux, il est rangé dans mon casier. Nous sommes devenues amies le jour où nous avons partagé une clope que Paul nous avait donnée. Ce geste anodin, dans le contexte actuel, revêt quelque chose d'intime. Elle me chuchote « Tu voudrais pas qu'on aille faire nos courses ensemble ? On se prend une bouteille et on prend l'apéro sur le parking ? ». Comme le premier personnage que rencontre le héros dans le Snowpiercer, nous réfléchissons aux moyens de nous évader de ce monde, en sachant, au fond de nous, que nous ne le ferons pas, ou qu'à moitié. Alors on s'imagine que l'on dormira chez Paul lundi, il est à mi-chemin entre nos maisons et le lycée. Il nous fera des attestations

certifiant qu'il nous héberge. Sentiment de culpabilité. Chacun repense aux remarques lancées aux élèves sur le fait qu'ils étaient irresponsables et qu'ils ne portaient pas bien leur masque. On l'a tous fait, au moins une fois. Par conviction, ou par habitude de leur faire des reproches. C'est fou comme cela devient presque naturel, quand on est prof, de se comporter comme un vieux con. Silence masqué par les clopes que l'on tire.

Mais aujourd'hui je suis toujours là, dans mon canapé. J'observe le chat qui fait des allées et venues entre la maison et l'extérieur. Je suis en grève aujourd'hui et toujours en pyjama. Honteusement, je réalise que le confinement me fait du bien. Je lis beaucoup. Je ne lisais plus depuis la rentrée. Je lis des livres sur la police. J'en ai discuté hier avec un collègue. Je lis des livres sur la police, pour combler le manque d'actions collectives depuis cette rentrée. Lire donne l'illusion d'être inscrit concrètement quelque part dans la réalité, d'être en prise avec le maintenant. Je lis aujourd'hui et je pourrais utiliser cela plus tard en manif ou ailleurs ; peut-être, peut-être pas. Mais je suis toujours chez moi, dans mon canapé. Je ne sors pas beaucoup, sauf pour travailler et consommer. Je n'aime pas les autorisations. Alors je n'en remplis pas, et comme je n'en remplis pas, eh bien je reste chez moi, et finalement j'ai le comportement que les autorités attendent de moi.

Souvent je pense à ce début d'année. Tous les ans, à chaque rentrée, je me dis que ça ne pourra pas être pire que la rentrée précédente. Et puis vient l'annonce d'une réforme concernant les écoles, les retraites, le chômage. Je soupire très fort et je me dis « fait chier ». Le mois d'octobre et le début du mois de novembre, je me suis souvent dit « fait chier ». Plus que d'habitude. L'assassinat du collègue dans les Yvelines. Ça ne m'a pas vraiment attristé. Je ne l'ai jamais dit aux collègues. Eux, ça les a beaucoup touchés, et ils étaient amers. Amers de voir que l'institution n'avait même pas fait semblant d'organiser quelque chose de digne pour lui rendre hommage, amers de comprendre que les élèves n'étaient pas aussi touchés qu'eux par cette histoire. Je n'en ai jamais trop parlé avec les élèves. Techniquement, j'aurais dû, j'ai trois classes en enseignement moral et civique. Je ne sais pas

précisément ce qu'ils pensent de la manière dont on gère ce type d'évènements, en tout cas il est certain qu'entre eux et nous, le décalage est important. Je me demande souvent ce que ça fait d'avoir grandi à cette époque. Une époque dans laquelle tous les deux ou trois ans est organisée une minute de silence suivie de deux semaines ininterrompues de séances sur la liberté d'expression basées sur des illustrations de Charlie Hebdo justifiant souvent l'islamophobie ambiante, où il est parfois difficile pour eux d'exprimer leurs questionnements, leurs sentiments sur le sujet sans être étiquetés comme soutenant les terroristes. Qu'est-ce que c'est qu'être lycéen aujourd'hui ? Je me souviens, au lycée, d'enseignants qui nous invitaient à aller en manifestation, avec qui l'on discutait politique, qui nous écoutaient. Maintenant, je ne suis pas certaine que beaucoup le fassent, et lorsque les lycéens vont manifester, souvent il arrive que les proviseurs appellent la police pour intervenir et peu d'entre nous les soutiennent ouvertement dans leurs démarches, reconnaissent les violences policières dont ils sont victimes. Comment pouvons-nous croire aujourd'hui que les élèves et les enseignants forment un ensemble ? Comment peut-on croire qu'ils voudraient être solidaires de ce qui nous arrive quand nous ne sommes même pas capables d'être là pour eux, que l'on dénigre leurs mobilisations, hormis lorsque celles-ci nous sont bénéfiques ? Quand nous prenons les décisions à leur place, en leur nom, en permanence ?

Être lycéen aujourd'hui est très différent de ce que j'ai pu vivre en tant que lycéenne dix ans auparavant. Il y a dix ans, les adultes nous traitaient comme des enfants. Évidemment que cela pouvait être pénible, mais au moins notre place était lisible, facile à comprendre. Aujourd'hui les élèves font face à un système d'injonctions contradictoires particulièrement fort. On les traite à la fois comme des gamins irresponsables et comme des adultes qui doivent faire face à leurs responsabilités. Pendant le confinement, on a attendu d'eux qu'ils se comportent en adultes, qu'ils soient autonomes dans leur travail, sans bien évidemment les avoir préparés à cela. Une fois le confinement terminé, ceux qui

sont revenus ont dû porter un masque en classe, garder le masque toute la journée, respecter un protocole assez lourd. Évidemment que la plupart d'entre eux sont revenus pour passer du temps avec leurs amis, après tout, qui parmi nous, n'a pas profité de la fin du confinement pour revoir tous ses proches ? Mais non, il a fallu que les profs râlent. Comme des vieux cons, sur ces élèves qui parfois mettaient leur masque sous le nez, qui se cachaient derrière un poteau pour se rouler des patins. Non, ça n'est pas très covid. Non, évidemment. Mais peut-on légitimement reprocher à des gamins que l'on a enfermés chez eux pendant plus d'un mois, que l'on a surchargé de travail, qui pour beaucoup ont mal vécu le confinement, d'avoir envie de partager quelque chose avec leurs amis, de tomber le masque quelques instants ? Tous les moments habituellement agréables dans la vie d'un lycée, comme la fin d'année ponctuée de jeux, de goûts, les bals des terminales, les journées déguisées, les voyages scolaires, les sorties cinéma-théâtre, ou autres occasions qui permettent de louper des cours ont été annulés. Personne ne peut dire quand ils seront de nouveau autorisés. Ces moments-là, qui ponctuellement nous permettaient de créer des liens, ils n'existent plus. Désormais, les règles sont encore plus strictes pour eux. Si cela s'entend d'un point de vue sanitaire, elles sont aussi la porte ouverte à un accroissement du contrôle des lycéens. L'autre jour, une collègue m'a rapporté que le proviseur s'était vanté d'avoir exclu un couple d'élèves du lycée pendant une journée parce qu'ils se tenaient par l'épaule à la cantine. Si on peut tout de même espérer que la plupart des adultes dans un lycée ne jubilent pas autant que le proviseur à l'idée de traquer le moindre faux pas des élèves, il n'en demeure pas moins que la réglementation sanitaire nous induit tous plus ou moins consciemment à percevoir les autres, et notamment les élèves comme porteurs d'un risque, et non plus comme des individus que l'on côtoie. On accepte de manger sans masque avec des collègues, de partager un café, de fumer avec eux sans se poser de question, par contre on se scandalise à l'idée que des élèves puissent porter leur masque sous le nez quelques instants en classe, qu'ils

osent prendre le prétexte de fumer pour être en dehors de notre contrôle. Au sens de Goffman, les élèves et plus largement les jeunes sont porteurs d'un stigmate : à leur statut de jeune, qui implique dans la situation actuelle d'être moins en danger en cas de contamination au Covid, on accole des stéréotypes : à savoir de se sentir moins concerné par la situation, de prendre plus de risques que les autres, et par extension d'être un vecteur de transmission du virus. Ces stigmates conduisent généralement à une forme de déshumanisation des jeunes, tout du moins à une mise à distance, dans la mesure où nous ne les voyons plus que sous ce prisme, ce qui facilite la mise en œuvre de sanctions à leur encontre. En tout état de fait, l'argument sanitaire est là pour justifier qu'on les punisse pour ne pas penser en permanence au risque qu'ils représentent. Dans le même temps, on reçoit des mails réguliers nous avertissant que de plus en plus d'élèves sont hospitalisés pour dépression, ou anorexie, ou les deux.

Un jour ils nous détesteront pour la manière dont nous, les adultes avons piétiné leur jeunesse, et ils auront raison.

Ce que nous vivons actuellement, en tant qu'enseignant, n'est pas évident, et à vrai dire, c'est même plutôt la merde. Entre la réforme du bac et le protocole sanitaire nous avons à jongler entre beaucoup d'éléments, cependant, mépriser les élèves, accroître le contrôle sur eux et occulter que, nous aussi, nous ne sommes pas parfaits quant à notre manière de gérer le virus, c'est aussi risquer de détruire le faible lien qui nous unit encore à eux. C'est dénigrer une partie de notre mission et ne pas voir qu'en concentrant notre attention sur eux, nous oublions parfois que le véritable problème est que rien n'a été mis en œuvre à l'échelle nationale pour que la deuxième vague ne se produise pas dans des conditions aussi calamiteuses que la première.

En avril 2019, dans le vingt-quatrième numéro de Harz-Labour, nous publions des extraits des carnets d'un ami, rédigés dans le contexte de la révolution égyptienne de 2011. Nous dressons alors un parallèle entre cette situation et celle que connaissent les Soudanais, alors en révolution, et soucieux d'éviter une contre-insurrection militaire. Cet ami, Jean-Claude Leroy, a tiré un récit romancé de cette expérience et de ses carnets, publié récemment par les éditions Lunatique sous le titre *La vie brille*. Les lecteurs y découvriront les impressions d'un vrai-faux touriste parcourant le soulèvement d'un peuple, le point de vue des jeunes révoltés, ainsi que les analyses de quelques spécialistes de l'Égypte. Ils y croiseront aussi plusieurs réflexions sur la catastrophe nucléaire de Fukushima ou sur la perte d'un ami dans un accident.

*copinage éhonté*



## DU AMATEUR

à lire en entier ici :

<https://www.terrestres.org/2020/11/06/crime-detat/> [...]

Il ne suffit pas de dire que notre modèle de société repose sur la fausse nécessité des lois l'économie. Il faut préciser ce que ces fausses lois imposent avant tout, à savoir : la mise au travail de tous. Aujourd'hui, la nécessité portée par les membres du gouvernement Macron est avant tout celle-là : il faut renvoyer les gens au travail. Il ne faut pas qu'ils se déshabituent du travail ; il ne faut pas qu'ils mettent en question la valeur-travail, le seul ciment social qui soit parfaitement ajusté à la vision capitaliste du monde. La classe des capitalistes, dont les membres du gouvernement Macron sont des militants en tout point exemplaires, organise la mise au travail des autres – de tous les autres, y compris ceux qui ne sont pas humains, et même si leur activité n'est bien sûr pas reconnue comme travail. Elle organise le travail, là encore, selon une certaine logique, qui est celle l'intensification de sa productivité.

Cette obsession de la productivité du travail est notamment ce qui a conduit il y a quelques années Jean Castex, alors directeur de l'hospitalisation et de l'organisation des soins au ministère de la santé, à concevoir le plan hôpital 2007, par lequel la logique de la rentabilité s'est introduite dans les structures hospitalières. L'actuelle ministre de la culture, Roselyne Bachelot, a pour sa part travaillé à entériner cet état de choses avec la Loi portant sur la réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires, du 21 juillet 2009. Les principaux responsables directs de l'état de délabrement dans lequel sont plongés les hôpitaux, qui sont donc aussi les responsables de la catastrophe sanitaire en cours, se trouvent donc aujourd'hui à la tête du gouvernement.

La bêtise et le cynisme d'un Macron, par ailleurs indubitables, ne suffisent pourtant pas à expliquer le geste de nommer ces personnes dans le nouveau gouvernement. Il faut voir dans cette nomination un geste politique. Un geste qui peut se traduire ainsi : « nous assumons pleinement la logique de rentabilité imposée dans les institutions de soin. Nous allons défendre cette logique quel qu'en soit le coût en termes politiques, et quel que soit le nombre de vies qu'il faudra sacrifier ». Nul étonnement dès lors à ce que la politique initiée par les membres du gouvernement Macron se soit poursuivie tout au long de l'été, alors même que le ministre de la santé promettait des milliers de lits de réanimation supplémentaires. À Besançon, à Rouen, à Lyon, à Nancy, à Nantes, les suppressions de places d'hospitalisation se sont poursuivies cet été, ou sont promises à se poursuivre dans les mois qui viennent.

[...]

Bernard Aspe (*Terrestres*, nov. 2020)



# RÉSIDER CONFINÉE EN EHPAD

Soit un EHPAD un peu vieillot dans une petite ville de l'ouest, actuellement fermé au public pour raisons sanitaires, non seulement dans le cadre du confinement général, mais parce que quelques cas positifs ont été détectés parmi le personnel et parmi les résidents. Le confinement consiste à rendre hermétique autant que possible l'établissement à l'extérieur, mais aussi à éviter la propagation à l'intérieur, d'une partie à l'autre des locaux. Pendant cette période critique (tant que la propagation n'est pas stoppée), chaque résident est appelé à rester dans sa chambre, le personnel est protégé, il est le seul contact avec les résidents. Le staff a

été renforcé par des agents soignants supplémentaires et un psychologue. Un courrier envoyé aux familles précise que dans ce cadre « l'organisation des visites annoncées par le Président Macron est retardée ». Voici le témoignage d'une des résidentes :

J'ai quatre-vingt-cinq ans, je suis en EHPAD

depuis bientôt un an, me déplace difficilement, c'est cette invalidité qui m'a obligée à quitter le foyer-logement et donc à venir ici où nous sommes tous en fin de vie, à attendre.

J'ai grandi à la campagne, au bord d'une rivière, plus tard je me suis mariée et nous avons vécu au bord d'une autre rivière, dans une ferme, à faire les paysans, nous deux et les enfants, c'était le bon temps. Il y avait la nature, le jardin, les arbres, les bêtes, l'intérieur avait l'odeur du feu de bois. Le dehors était plus grand que le dedans. Maintenant c'est le dedans qui est le plus grand.

Nous sommes soixante-quinze personnes à résider dans cet établissement, surtout des femmes ; de très rares hommes, ils vivent moins longtemps. Le personnel est essentiellement féminin. Des femmes jeunes et fortes, énergiques, elles sont toujours très occupées, mais trouvent le temps pour chacun de nous ; je les plaisante souvent, et elles me le rendent. Il ne faut pas se lamenter, ça ne sert à rien. Le passé est le passé. Ça ne sert à rien de trop le raviver, j'essaie plutôt de plaisanter dès qu'on me sollicite, je garde le reste à l'intérieur. Le passé, c'est comme le dehors, ça n'existe plus. Sauf dans les rêves. Ça m'occupe beaucoup, de rêver.

En temps normal, je descends vers midi pour déjeuner au réfectoire et je reste tout l'après-midi dans un espace commun, soit dans une salle où des animations ont été prévues (gymnastique, cuisine, jeux, chant, selon les jours), soit dans un hall où je ne bouge guère, mais j'y vois passer les gens et peux échanger un mot avec eux. Parfois, quand il fait beau, quelqu'un pousse mon fauteuil vers le dehors, un tout petit parc où nous nous retrouvons pour écouter de la musique ou chanter, ou ne rien faire du tout. C'est le petit dehors qui nous reste, avec le ciel.

Depuis le confinement, je reste dans ma chambre, et je ne fais rien de la journée. Pas de mouvements, pas de visites non plus, je n'ai pas vu mes enfants depuis de longues semaines

(ils n'ont pas le droit de venir) ; nous parlons souvent au téléphone, heureusement. Il y a bien un téléviseur, mais je n'ai jamais aimé cela, je ne l'allume pas. Je m'occupe en faisant des mots mêlés, j'ai quelques livrets d'avance, avec tous ces mots à composer. Le plus souvent je rêve yeux mi-ouverts, ou assoupie. Le passé me revient, si je n'en parle pas à voix haute, à voix basse il est bien là, comme une tristesse infinie. L'autre jour, au téléphone, j'ai osé prononcer le mot « monotonie ».

Le matin, vers sept heures, on m'apporte le petit-déjeuner : la semaine, du pain de mie, le dimanche de la brioche, avec confiture ou Nutella. Je bois un bol de chocolat. Vers neuf heures c'est le moment de la toilette, il y a donc quelques allers et venues du personnel, de l'animation, des mots vivants. À midi c'est le moment de déjeuner : au lieu de descendre au réfectoire comme en temps normal, je reste sans changer de position et le déjeuner arrive sur un plateau, tout se passe à domicile, c'est-à-dire dans cette chambre de quatre mètres sur quatre mètres, toilettes-salle d'eau incluse, avec une fenêtre qui donne sur une rue où il ne se passe rien, sauf les aboiements d'un chien invisible, régulièrement. Il y a eu quelques cas de Covid dans l'établissement, alors tout s'est fait imperméable : le personnel bien sûr masqué, mais en plus avec des blouses de protection intégrale, et des précautions extrêmes – on a l'impression d'être des

pestiférés. J'ai été testée à plusieurs reprises, c'est très désagréable ce bâton dans le nez, ça fait mal.

Comme j'étais enrhumée on s'était mis à me soupçonner, j'étais servie la dernière, ça ne tournait plus pareil, le sens du service, on venait dans ma chambre en dernier. Il y a eu plusieurs tests. Je demande toujours si cela va durer encore longtemps tout ce cirque, mais je n'insiste pas, je préfère revenir à la plaisanterie, je balance toujours les mêmes blagues, on me connaît comme ça.

Maintenant, l'alerte semble passée, il a été dit que dans l'établissement « la propagation du virus est arrêtée », c'est plus calme, les portes des

chambres sont ouvertes, on voit le couloir et quelques personnes circulent. À défaut de pouvoir nous visiter, les familles reçoivent des courriers d'information, le dernier dit qu'« il a été décidé de reprendre les interventions de Siel bleu \* (gym seniors) en chambre. De plus, afin de créer une ambiance pour les fêtes de Noël, les couloirs des étages et les chambres des résidents seront décorés prochainement ». Les visites ne pourront pas reprendre tout de suite, il nous faut rester prudents, elles ne se remettront en place que très progressivement. En attendant, j'ai pu aller faire quelques pas en dehors de la chambre, avec une employée qui m'accompagnait. Dans la journée j'entends à nouveau les résidents qui geignent, il y a un homme qui passe en racontant n'importe quoi, il n'a plus sa tête ; c'était un curé, dit-on, mais est-ce qu'il l'est encore ? Curé ou pas, il sort des gros mots, il dit souvent, en marmonnant : « ça fait chier ! » Et puis il y a cette femme qui pousse des cris, ce n'est pas de sa faute non plus. Et une autre qui répète sans cesse : « Madame, s'il vous plaît ! »...

L'AUTRE  
JOUR, AU  
TÉLÉPHONE, J'AI OSÉ  
PRONONCER LE MOT  
« MONOTONIE ».

\* Siel bleu : Groupe associatif, il a (selon la page d'accueil de son site web) pour objectif la prévention santé et l'amélioration de la qualité de vie des personnes fragilisées, grâce à un outil : l'activité Physique Adaptée.

# CCIF : UNE DISSOLUTION DE L'ÉTAT DE DROIT

Comme annoncé peu de temps après l'assassinat de Samuel Paty par le ministre de l'Intérieur, le Conseil des Ministres a prononcé début décembre la dissolution du Comité contre l'islamophobie en France (CCIF).

Cette dissolution, prononcée sur le fondement des dispositions de l'article L212-1 du Code de la sécurité intérieure, et plus spécifiquement au nom de ses 6<sup>o</sup> et 7<sup>o</sup> s'articule autour de raisonnements, amalgames et accumulations d'éléments flous à faire pâillir de jalousie les meilleurs rédacteurs de notes blanches de la DCRI.

Le décret<sup>3</sup> se présente comme l'exemple paroxystique d'une lecture paranoïaque du réel, la traque du moindre « signal faible » d'accointance avec le terrorisme islamiste, où chaque fréquentation, action ou inaction, est interprétée comme autant de signes d'une dissimulation de desseins inavouables. Ainsi, participer, pour des personnes racisées, à des rassemblements en non-mixité serait une provocation à la haine raciale ou de la discrimination (le fameux « racisme anti-blanc ») ; qualifier d'islamophobes des dispositifs mis en œuvre au nom de l'anti-terrorisme serait déjà du terrorisme ; ne pas assurer une modération suffisante des commentaires sur son site internet serait une approbation propagandiste des propos tenus...

Ainsi le même gouvernement, qui n'a de cesse d'afficher sa conception absolutiste et paternaliste de la liberté d'expression, s'offusque du fait que des personnes entendent critiquer publiquement son action et dénoncer un racisme d'État<sup>4</sup>.

Sacralisation des caricatures

au nom du « droit d'offenser » d'un côté, gardes à vue et rétentions pour des petits et ados de 9 à 15 ans qui ont énoncé que Samuel Paty n'aurait pas dû montrer des caricatures offensantes vis-à-vis des musulmans, ou dissolution d'une association qui dénonce l'islamophobie de l'autre. L'offense est donc possible — voire devient la marque de l'appartenance à la Nation — lorsqu'elle vise certains groupes, mais serait intolérable lorsqu'elle atteint celles et ceux qui nous gouvernent ou agissent conformément à leur souhait.

Mais encore... La même classe politique qui n'a de cesse de vilipender les « casseurs », celles et ceux qui « ne respectent pas la règle du jeu », et vanter les mérites et vertus de l'« État de droit » s'en prend à une association déclarée en Préfecture, qui publie des rapports d'activité, dont l'objet est principalement d'accompagner des personnes victimes de discrimination sur le plan juridique et d'initier des procédures devant nos juridictions. Comprendre : l'arme du droit, c'est pour les forts ; pour les autres, c'est de la dissidence anti-républicaine, voire de la provocation au terrorisme.

Mais enfin. Non contents d'avoir apporté une pierre de plus à l'édifice islamophobe en construction permanente, elle nous concocte un projet de loi « confortant les principes républicains » (la fameuse lutte contre le « séparatisme ») dont l'objet est d'outiller encore davantage les autorités dans leur

possibilités de mise en œuvre des voix dissidentes qu'elles soient individuelles ou collectives, et en particulier celles des minorités : les motifs de dissolution d'associations seraient encore élargis, une procédure de suspension de leurs activités en urgence instaurée, et le chantage aux subventions publiques institutionnalisés<sup>5</sup>. Ainsi se poursuit inlassablement la lente dissolution de la fable de l'État de droit.



1. visant les associations qui « soit provoquent à la discrimination, à la haine ou à la violence envers une personne ou un groupe de personnes à raison de leur origine ou de leur appartenance ou de leur non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée, soit propagent des idées ou théories tendant à justifier ou encourager cette discrimination, cette haine ou cette violence »

2. visant celles « qui se livrent, sur le territoire français ou à partir de ce territoire, à des agissements en vue de provoquer des actes de terrorisme en France ou à l'étranger »

3. exhibé comme un trophée de chasse par Darmanin sur son compte twitter ici : <https://twitter.com/GDarmanin/status/1334108451614633986?s=20>

4. déjà en 2018 Blanquer déposait plainte pour diffamation contre SUD éducation 93 qui avait employé dans une plaquette l'expression « racisme d'État », plainte évidemment classée sans suite

5. art. 8 à 12 du projet de loi.

# LE SUICIDE A FAIT SON TEMPS

non ils n'apprendront rien  
et moi non plus  
pourquoi serais-je un autre  
qu'importe  
l'humanité telle qu'en elle-même  
où l'effroi dessine les visages, les réflexes et la  
stupeur  
quand arrive l'événement pour que monte à la  
surface, le fond  
non pas la cruauté mais la crudité – elle est cruelle  
ou l'héroïsme, la crispation, l'exaltation  
et ceux qui meurent trop vite comptent  
double sur l'échiquier  
tandis qu'on les oublie sous des  
hommages ou l'anonymat  
le sentiment d'en réchapper revient  
aux survivants  
mais la fin se voudrait douce et  
non comptable  
les dépouilles se mélangent les  
unes aux autres  
je-tu-il lave le monde avec  
ma-ta-sa solitude  
il pleut des accidents cardiaques  
des courbes comme des arcs-en-  
ciel  
des chiffres, des étouffements,  
des oublis  
à l'intérieur du dedans  
les enfants sont lassés de  
naître  
la chair palpite  
la chair est crue  
la viande humaine a goût  
de soufre  
un nuage immobile sème la  
nuit plus avant  
la paupière ne se relève  
plus  
tu as faim de lumière  
tu ne nommes pas la mort  
et me traites d'obsédé  
parce que j'annonce la vie  
sans oublier le sort  
profil toujours caché  
mais source de bonté  
tout autant que de peur  
le récit des choses se précise  
il faut bien ajuster la fable de temps à autre  
que nous parlions tous de la même chose au même  
instant  
la guerre est pour cela idéale  
mais aussi l'inévitable court-circuit  
sur fond de mondialisation auto-réalisatrice  
l'Histoire appelle ses ouailles  
la messe a besoin d'être dite

et nous autres de communier  
mais jamais l'esprit ne descend assez bas  
– l'esprit ?  
la terre est affreusement sèche  
le souffle dans la quena reste muet  
que vaut donc la voix intérieure ?  
n'attendons plus de mourir pour parler  
avec les mots qu'elle nous apporte  
ils sont servis sur un plateau  
nous n'avons plus qu'à dire  
MERCI

ne reste qu'à soulever l'enclume  
et battre le fer chauffé à blanc  
la braise couve depuis mille ans  
la peau de nos mains s'est  
brûlée  
mais elle peut redire son mot  
à coup de gifles permises ou  
non permises  
à coup de coups donnés ou  
délivrés  
à coup de « sapristi » et de  
gourdin  
il faudra bien séparer la vie  
dévêtue  
d'avec la mort maquillée  
et choisir son camp  
le suicide a fait son temps  
essayons de désarmer  
quoi qu'il en coûte !  
il se peut que le vieux monde  
s'efface de lui-même, sinon  
nous lui servirons de gomme  
ce qui n'a plus de sens  
n'en avait déjà pas

tandis que les machines et les  
montres  
tiraient sur le ressort de l'efficacité  
nous avions nos cœurs plus que nos  
calculs

nous avons des lois jamais écrites

## L'AMITIÉ NOUS A TOUJOURS SERVI D'HÔPITAL

aujourd'hui encore  
et encore demain  
terre à terre  
et pied à pied  
nous servirons la soupe aux désarmés  
et à ceux qui viennent  
les enfants n'ont rien demandé  
ne leur donnons rien  
qui ne soit une route.